



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Afghanistan

Question au Gouvernement n° 3171

Texte de la question

COOPÉRATION FRANÇAISE EN AFGHANISTAN

M. le président. Pour le groupe socialiste, la parole est à M. François Loncle.

M. François Loncle. Monsieur le président, ma question, j'en suis certain, va apaiser l'Assemblée. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Pour la première fois depuis 1974, un ministre français s'est rendu à Kaboul. Le ministre de l'éducation nationale, René Haby, avait inauguré cette année-là le lycée Istiqlal, construit par la France.

M. Jean-Pierre Soisson. Très bien !

M. François Loncle. Monsieur le ministre délégué à la coopération et à la francophonie, vous avez été le premier Européen (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), avec vos collègues allemande et italienne, à rendre visite aux nouveaux dirigeants afghans issus de la conférence de Bonn,...

M. Maurice Leroy. Nous n'étions donc pas les premiers !

M. François Loncle. ... que nous avons rencontrés, en particulier le président Hamid Karzaï, le général Fahim, ministre de la défense, et Younis Qanouni, ministre de l'intérieur.

Vous avez également lancé, à Kaboul, plusieurs opérations de coopération pour la reconstruction et l'apaisement de l'Afghanistan, en particulier dans les domaines de l'action humanitaire, de l'éducation, de la santé et de l'administration. Pouvez-vous nous indiquer quels ont été les résultats de votre voyage ? Quelles sont les perspectives de la coopération française avec ce pays qui mérite attention et soutien ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Mes chers collègues, je ne vois pas en quoi ce genre de question peut susciter des protestations !

M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Monsieur le président de la commission des affaires étrangères, si j'additionne l'appui aux ONG, aux agences des Nations unies, l'acheminement du fret humanitaire et l'aide alimentaire, l'engagement de notre gouvernement pour l'Afghanistan en termes d'action humanitaire atteint 220 millions de francs, sans compter la part que nous prenons dans

l'action de l'Europe,...

M. Jean-Pierre Soisson. Pas grand-chose !

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. ... laquelle est de l'ordre de 60 millions de francs.

Avant-hier, un bateau transportant 13 000 tonnes de céréales...

M. Yves Nicolin. Un bateau pour l'Afghanistan !

M. le ministre délégué à la coopération et à la francophonie. ... est arrivé dans un port iranien, sa cargaison étant destinée aux réfugiés afghans en attente de part et d'autre de la frontière entre l'Iran et l'Afghanistan. Un troisième avion, après ceux qui se sont posés à Douchanbe et à Termez, est arrivé ce matin même à Bagram, l'aéroport de Kaboul, transportant du fret humanitaire pour les ONG, mais aussi des équipements médicaux, collectés notamment par les hôpitaux de Lyon, dont une équipe est sur place.

Sur le plan politique, dans le prolongement de la conférence de Bonn, nous entendons apporter notre appui à l'installation et au fonctionnement du gouvernement transitoire, dont nous avons rencontré le président et deux des principaux ministres. L'engagement de la France à cet effet représente d'ores et déjà 1 million d'euros.

En ce qui concerne la reconstruction, une première réunion est prévue cette semaine à Bruxelles, destinée à préparer la conférence ministérielle prévue pour la deuxième semaine de janvier à Tokyo, laquelle entérinera un plan de reconstruction mobilisant tout à la fois les Etats, les Nations unies mais aussi les grandes institutions financières internationales.

Nous avons retenu de notre voyage à Kaboul la volonté très affirmée, que vous connaissez, des autorités afghanes de reconstruire leur pays. La France y participera.

En coordination avec les ministères concernés, nous avons retenu en particulier la possibilité de réhabiliter l'hôpital Ali Abad, et nous participerons à la réouverture des lycées Istiqlal, pour les garçons, et Malalaï, pour les filles. Ce sera l'occasion pour nous de manifester notre attachement à l'éducation, à celle des filles notamment. Mais il est clair que cette reconstruction ne vaudra que si les Afghans eux-mêmes la conduisent. Nous ne saurions le faire à leur place. Nous ne pouvons que les accompagner, mais la France y est totalement déterminée. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)*

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3171

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 décembre 2001

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 décembre 2001